

LA PLACE DE L'ETAT DANS L'ECONOMIE

Chapitre 2

LE POIDS DES DEPENSES PUBLIQUES DANS LE PIB EN 2023

FRANCE	57,3 %
MOYENNE UE (27 PAYS)	49,4 %

LE POIDS CROISSANT DE LA DEPENSE PUBLIQUE

Depuis 1960, les dépenses des APU ont augmenté de 23,5 points de PIB

Causes :

- Développement de la protection sociale
- Vieillissement de la population
- Montée du chômage
- Politiques de relance face aux différentes crises depuis 2008

Décrochage par rapport à la moyenne européenne.

Jusqu'à la fin des années 1970, La France se situait dans la moyenne européenne

Entre 1993 et 2007 la plupart des pays de l'OCDE réduisent la part de leurs dépenses publiques (- 6,2% pour la zone euro, -2,6 % pour la France)

Record historique 2020 : 61,3 %

LE POIDS CROISSANT DE LA DETTE PUBLIQUE

Entre 1978 et 2024, les dépenses publiques sont toujours restées supérieures aux recettes (déficit moyen 3,5 % du PIB)

Entre 1978 et 2022, la dette publique est passée de 21,2% du PIB à 111,8 % du PIB.

Les APU ont cependant accumulé du patrimoine en contrepartie, les actifs financiers (61% du PIB en 2021) et non financiers (102 % du PIB) sont toujours restés supérieurs à l'ensemble des engagements financiers (154% du PIB en 2021). Patrimoine net des APU : 5500 € / (2021)

LA STRUCTURE DES DEPENSES PUBLIQUES 2021 en % du PIB

	France	Zone euro
Services généraux	5,8	6,1
Défense	1,8	1,3
Sécurité publique	1,7	1,7
Affaires économiques	6,9	6,4
Protec Environnement	1,0	0,9
Logements + équipements collectifs	1,3	0,6
Santé	9,2	8,3
Loisirs, culture	1,4	1,1
Enseignement	5,2	4,7
Protection sociale (H.S)	24,8	21,2
Total	59,0	52,3

LE POIDS CROISSANT DES COLLECTIVITES LOCALES

La hausse du poids du PIB dans les dépenses publiques entre 1980 et 2019 est due pour 46% aux dépenses de sécurité sociale, 30 % aux dépenses de l'Etat et pour 21% à celles des administrations publiques locales (APUL).

La forte croissance des APUL est en partie liée à la décentralisation.

En 2022, 58 % de l'investissement public est réalisé par les APUL. L'Etat pilote une partie de l'investissement par les subventions qu'il verse (20% des recettes des collectivités locales = dotations + transferts de fiscalité)

LE POIDS CROISSANT DE LA SECURITE SOCIALE

La part de la rémunération des fonctionnaires dans le PIB reste stable depuis 1980.

Le poids de l'investissement public représente 3,7 % du PIB en 2022 (-0,4 point/1980)

L'essentiel de la hausse des dépenses publiques est lié à l'augmentation des prestations sociales et autres transferts.

+ 11,5 points entre 1980 et 2022

LA MONTEE EN PUISSANCE DES REGIMES DE RETRAITE (premier poste des dépenses sociales)

Les pensions de vieillesse et de survie représentent 13,6% du PIB en 2022

La pension nette moyenne issue des régimes obligatoires représentent 63 % du salaire moyen.

De nombreuses réformes jouant sur l'âge de départ, la durée de cotisation, le mode de calcul...

Selon le COR le rapport entre le nombre de cotisants et le nombre de retraités passerait de 1,7 à 1,2 en 2070.

LA FORTE DEMANDE DE SOINS ET DES DEPENSES DE SANTE

Elles augmentent en lien avec le vieillissement de la population et le progrès technique.

→ Politiques de maîtrise des dépenses de santé .

Surcoût des dépenses de santé (2020-2022): 50 milliards.

+ Ségur : 24 milliards

La stratégie nationale de la santé : 1) efficacité de la dépense hospitalière, 2) diffusion de la chirurgie ambulatoire, 3) efforts sur les prix des médicaments.

LA POLITIQUE FAMILIALE

Elle soutient les familles nombreuses: allocations familiales, complément familial, minima sociaux, calcul de l'IRPP, aide sociale, aides au logement.

Le système socio-fiscal fortement redistributif divise par 4 les inégalités entre les ménages les plus riches et les ménages les plus pauvres (10%): le ratio passe de 23 à 6.

14, 6% des résidents (9 millions de personnes) ont un niveau de vie inférieur à 60% du revenu médian (= 1090 € en 2020).

Surtout chez les chômeurs et les familles monoparentales

LES PRELEVEMENTS OBLIGATOIRES

Depuis 1980 le taux de PO a augmenté de 5,7 points du PIB (+ 3,9 points pour les pays de l'OCDE).

En 2021 la fiscalité française est la plus élevée de l'OCDE après le Danemark (Danemark : 46,9 % du PIB, France: 45,1%, Allemagne : 39,5%, E-U : 26,6 %, OCDE : 33,6 %).

En France la part de l'impôt est faible, mais celle des cotisations sociales est élevée (notamment celle des employeurs).

Le taux d'imposition sur les bénéfices des sociétés en baisse (25 % depuis 2022)

LA QUESTION DE LA DETTE

Les mesures d'urgence liées à la crise COVID , et celles visant à limiter le choc énergétique ont coûté 280 milliards entre 2020 et 2023 dont 30 milliards financés dans le cadre du plan de relance européen → Préservation du pouvoir d'achat des ménages et limitation des pertes des entreprises.

(prêts garantis par l'Etat = 140 milliards)

- Hausse de la dette de + 14 points en 3 ans (111, 8 % du PIB en 2022) : niveau jamais atteint sauf en sortie de guerre.
- La croissance nominale restera-t-elle supérieure à celle des taux d'intérêt à LT ?